

L'intégration : un projet pour la société toute entière

Etienne Piguet

Discours prononcé lors de la journée nationale de la Commission fédérale des étrangers CFE le 29 novembre 2007 à Berne.

Proposer une vision pour la politique d'immigration et d'intégration suisse des années à venir laisse peu de liberté à l'imagination et à l'utopie. Largement acceptés par le peuple, la nouvelle loi sur les étrangers et les accords bilatéraux de libre-circulation avec l'UE vont en effet marquer pour longtemps les rapports entre la Suisse et les migrants.

Selon toute probabilité, l'avenir sera caractérisé par un haut niveau d'immigration européenne et par une stricte sélection vis-à-vis du reste du monde pour un total en période de conjoncture favorable d'environ 100'000 entrées annuelles. Bien que freinée par les récents durcissements de la loi, la migration d'asile et humanitaire se poursuivra, elle aussi, et contribuera sans doute, bon an mal an à un dixième de l'immigration durable.

Du côté de l'intégration non plus, peu de changements se profilent à l'horizon. Bien qu'elle échappe à de nombreux observateurs et soit parfois ralentie par la guérilla des milieux xénophobes, la tendance à une lente ouverture de la société suisse à la diversité, à l'octroi aux migrants de droits de plus en plus étendus et en fin de compte à une intégration croissante des migrants à une société qu'ils contribuent à transformer va se poursuivre. Plus concrètement, on peut penser que le niveau des naturalisations se maintiendra à un niveau historiquement élevé tandis que, progressivement, plus de communes accorderont des droits politiques aux étrangers. La Confédération continuera de son côté à jouer un rôle de soutien à des projets ponctuels destinés à appuyer - désormais principalement sur le plan linguistique - la petite fraction de la population migrante qui ne s'insère pas par ses propres moyens et par le biais de l'emploi dans la société helvétique.

Pourquoi face à cet avenir tout tracé vouloir jouer les visionnaires ? Peut-être pour prévenir les mauvaises surprises en identifiant, dans ce ciel serein, quelques nuages. Les débats entourant les dernières élections, les initiatives populaires en cours dans le domaine des naturalisations, de l'interdiction des minarets et de l'expulsion des délinquants étrangers révèlent en effet un malaise. Ce dernier pourrait avoir dans un proche avenir des conséquences considérables sur la situation de l'immigration en Suisse.

Du côté de la politique d'immigration, l'année 2009 sera marquée par une décision du parlement sujette au référendum facultatif sur la confirmation des accords bilatéraux avec l'Union européenne qui coïncidera avec leur élargissement à la Roumanie et à la Bulgarie. En cas d'échec, loin d'être exclu, devant le peuple, c'est l'ensemble des conditions actuelles d'entrées qui seraient remises en question.

Du côté de l'intégration, le vote prévu le 1^{er} juin 2008 sur l'initiative de l'UDC pour des naturalisations démocratiques pourrait marquer le retour d'une politique d'accès à la nationalité incohérente car soumise au bon vouloir de chacune des 2700 communes suisses.

Il ne suffit pas dans ce contexte de dénoncer la récupération à des fins politiques du thème de l'immigration. Accuser de xénophobie une part croissante de la population helvétique est tout aussi inutile voire contre-productif.

Il s'agit au contraire de comprendre qu'une bonne part de la défiance manifestée face à l'immigration est le résultat d'une insécurité face à des évolutions perçues comme mettant en péril les acquis de larges franges de la population. L'immigration, même si elle est toujours économiquement positive à l'échelle d'un pays tout entier, ne fait pas que des gagnants. La concurrence sur le marché du travail exerce inmanquablement une pression – parfois infime mais parfois plus forte - sur les salaires, ceci aussi bien pour les emplois peu qualifiés que chez les cadres. Ce n'est que de manière indirecte, via la redistribution de la prospérité qu'elle génère, que l'immigration peut bénéficier à tous.

Les réactions xénophobes révèlent en d'autres termes aussi la peur de citoyens face à leur propre intégration dans la société. Ces derniers appellent alors de leurs vœux le retour à un nationalisme protecteur, garant de l'appartenance exclusive à un club de privilégiés. Un discours aujourd'hui jugé réactionnaire mais qui dominait largement il y a quelques dizaines d'années seulement.

L'intégration de cette frange de la population à une Suisse désormais ouverte sur le monde doit donc aussi faire l'objet d'une politique. Les mesures d'accompagnement aux accords bilatéraux visant à éviter la dégradation des conditions de travail sont un exemple de mesures indispensables et à renforcer. De même, s'impose une politique redistributive des gains économiques de la globalisation entre détenteurs de capitaux – principaux bénéficiaires de la globalisation en général - et fournisseurs de travail.

Des visions novatrices et des messages rassurants sont à cet égard indispensables.

Ce n'est pas pour les seuls migrants mais à l'échelle de la société tout entière que doit être pensée l'intégration.